L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No 73. NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 14 FEVRIER 1879. 52me Année

DUFOUR & LIBERT, Propriétaires-Editeurs.

NOUVELLE-ORLEANS. VENDREDI, 14 FEVRIER 1879.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Par Placide J. Specht, en No 126 rue Royale, entre Toulouse et St Pierre,—pendules, régulateurs, montres, vitrières, comptoirs, etc.

Aussi en No 124 rue du Canal, une collection de comelles du Japon, de la Chine, etc.

Par D. E. Murphy & Son, sur la Levée, au pied de la rue Peydras, 1000 sacs sec.

Par H. Stern & Co., dans leurs salles d'encan, boîtes, cuvettes et bandoquins.

Ajax, nom.—Voyez l'annonce d'encan de D.E. Murphy & Son.

La moralité des procès du fisc fédéral.

Un nouveau scandale vient d'éclater dans la sphère d'action du fisc fédéral. La griffe des agents de M. Sherman s'est abattue sur quelques manufacturiers de tafia de notre ville et on parle d'un ring de proportions égales à celles du fameux ring du whiskey. Des agents du revenu interne auraient, assure-t-on, gravement compromis par les découvertes déjà faites et on s'attend à de nouvelles révélations. En dehors du fait de la saisie de plusieurs établissements, nous ne connaissons rien de précis sur cette affaire et nous ne pouvons en parler sciemment, mais elle nous suggère quelques observations d'un caractère général, basées sur l'expérience du passé et sur la connaissance que nous avons de certaines pratiques.

Nous ne saurions blâmer le Secrétaire du Trésor, M. Sherman, de faire la guerre à la fraude et de chercher à protéger les intérêts de son gouvernement en faisant respecter les lois. Mais un gouvernement ne doit pas se borner à un pareil rôle qui a toujours aux yeux des populations, imbues de certains préjugés, un caractère de persécution. Ce n'est pas le tout que d'envoyer des nuées d'agents dans les montagnes faire la chasse aux distillateurs nocturnes à coups de fusil, ou d'opérer, dans les grandes villes des rentrées inopinées et d'imposer comme légitime un chiffre de whiskey ou de tafias vendraient mieux que d'avoir à le déclarer.

Il convient donc de rechercher quelles sont les causes qui rendent les fraudes si fréquentes, et quelles sont les pratiques qui les encouragent et les rendent faciles. C'est à la racine du mal qu'il faut s'attaquer pour l'extirper.

L'expérience de tous les temps a prouvé que toute taxe exorbitante provoque la fraude. Le peuple n'est pas disposé à accepter comme légitime un fardeau trop lourd; il y voit, d'abord, un acte d'arbitraire de la part de son gouvernement, et, d'un autre côté, plus le droit est élevé, plus la tentation d'en éluder le paiement est forte, en raison du gain bénéfice que la rapportera la fraude.

Ceux qui, après la guerre, ont établi un droit de deux dollars par gallon sur le whiskey, avaient calculé que ce droit devait rapporter deux cents millions de dollars au revenu interne et ils s'imaginaient avoir fait un coup de maître. Quel a été le résultat de cette belle mesure financière? C'est que la fraude a été si généralement pratiquée que le droit n'a rapporté que de 14 à 20 millions de dollars. Un droit de 25 cents par gallon eût rapporté davantage parceque personne n'eût songé à en éluder le paiement. On l'a compris et on a obtenu le droit successivement, mais pas assez encore pour faire disparaître toute tentation et le fisc doit continuer à batailler avec les fraudeurs.

Les droits sur les tabacs ont été fixés également à des taux déplorables. L'impôt sur le tabac est de ceux que nous acceptons volontiers; mais dans un pays où l'industrie du tabac avait toujours été libre, il ne suffisait pas passer d'un extrême à l'autre, en le soumettant à des taxes exorbitantes et à une série d'exigences fiscales rigoureuses et inquisitoriales. C'était rendre la fraude presque certaine.

Aux causes générales que nous venons d'énumérer s'en ajoutent d'autres qui achèvent d'expliquer pourquoi les fraudes sont possibles et nombreuses.

Quelque élevés que soient les droits, quelque rigoureuses que soient les prescriptions des lois fiscales, les pénalités contre les contrevenants sont si fortes que les industriels ne s'aviseraient pas de s'y exposer, s'ils savaient qu'ils ont affaire à des agents du fisc incorruptibles et à une justice impartiale et sévère. C'est loin d'être le cas, et l'état de choses que nous allons signaler, est le résultat des vices du système tout entier que des mauvais choix que fait l'administration du fisc dans la désignation de ses agents.

Si les emplois dans l'administration des douanes et dans celle du revenu interne constituaient une carrière permanente, accessible seulement à des hommes reconnus pour leur honnêteté, leur capacité et des antécédents offrant quelque garantie, si l'avancement dans cette carrière était basé sur le mérite, l'exactitude et le zèle, si la hiérarchie et la responsabilité existaient, si à tous les degrés de l'échelle administrative, et si une pension de retraite devait enfin couronner une carrière longuement et honorablement remplie, on peut être persuadé que les employés des douanes et du revenu interne y regarderaient à deux fois avant de compromettre pour l'appât d'un gain passager, une position qui serait assurée pour toute la durée de leur existence.

Que se passe-t-il dans le système actuel? Non seulement tout le personnel est remplacé à l'avènement d'un nouveau président, mais encore, pendant la durée d'un terme présidentiel, des changements très fréquents se produisent. Chaque employé fédéral sait que son emploi est à la merci d'un caprice qu'on peut lui être enfin vu par l'intrigue d'un concurrent.

Les emplois fédéraux sont accordés en récompense de services politiques rendus et à rendre, et ils échoient par conséquent le plus souvent aux politiciens les moins scrupuleux. Est-il donc surprenant que les hommes de cet acabit cherchent à tirer le plus de profit possible de leurs positions? Convaincus eux-mêmes, avant que leurs amis le soient aussi, qu'ils ne cessent sûrs de l'impunité et que tous soulignent ils sont prêts à prêter la main à la fraude, mais le plus souvent, ils en prendront eux-mêmes l'initiative et quelquefois ils le provoqueront et même l'imposeront.

La fraude s'est toujours pratiquée sur une grande échelle à New York, et elle y a pris un développement plus vaste encore depuis que la Nouvelle Orléans. C'est pourquoi beaucoup de nos importateurs ont été remarquer à imposer certains articles directement passe qu'en payant exactement les droits, ils ne pouvaient lutter contre la concurrence du Nord, et ils ont pris le parti de faire leurs achats à New York, afin qu'on les faisait ainsi profiter indirectement de la fraude.

A propos des tabacs, un fabricant de notre ville nous disait dernièrement que les manufacturiers de la Nouvelle-Orléans, malgré la diminution des loyers et de la main d'œuvre, trouvaient de plus en plus difficile de lutter, sous le rapport du prix, contre la concurrence des villes du Nord. D'où cela vient-il? N'est-ce pas de la fraude sur les droits, et si des industriels de notre ville ne sont laissés entraîner à frauder, n'y ont-ils pas été amenés par la nécessité d'abaisser leurs prix?

Nous avons dit plus haut que souvent la fraude était provoquée par les agents du revenu eux-mêmes. Ainsi, le malheureux industriel est doublement tenté. S'il ne fraude pas, il ne peut lutter contre la concurrence que lui font les fraudeurs, et il est exposé à toutes les vexations de la part des agents dont il aura repoussé les propositions.

Nous justifions en aucune façon ceux qui violent la loi, nous avons tenu à montrer comment il peut se faire que les industriels compromis soient tout aussi bien victimes des conditions qui leur sont faites, que coupables d'avoir voulu frauder le fisc.

Il nous reste à signaler deux autres vices de notre législation fiscale : la confiscation, pénalité empruntée à la législation des âges barbares, et la dénonciation avec partage dans la valeur des objets confisqués.

Dans la condition actuelle de l'administration fiscale et étant donnée la composition de son personnel, nous croyons qu'on pourrait trouver plus d'un exemple d'une conspiration ayant pour objet d'entraîner un commerçant à frauder, avec l'idée arrêtée de le dénoncer à un moment donné, en vue du partage des dépouilles entre les auteurs de la conspiration.

La confiscation et la prime donnée aux dénonciateurs sont des monstruosités qui devraient disparaître de la législation, parce qu'elles tendent à démoraliser le service plus qu'à protéger le fisc.

Jusqu'à présent, les poursuites dirigées contre les rings de fraudeurs, n'ont pas réussi à empêcher la fraude; elles n'ont servi qu'à favoriser certains rings au détriment des autres, à avantager quelques villes aux dépens de leurs rivales.

La Nouvelle-Orléans a été souvent victime de ces calculs. Nous ne savons si une juste ce qu'il en est des poursuites actuelles, mais nous sommes portés à croire qu'elles sont plutôt le résultat d'une intrigue pour déplacer certains fonctionnaires fédéraux, et du désir d'avoir une grosse part dans les confiscations, que d'un zèle sincère pour les intérêts du Trésor.

Nous ne pourrons croire à l'honnêteté des intentions de secrétaire du Trésor, tant que nous le verrons remplacer dans les hauts emplois de son administration des politiciens par d'autres qui ne valent pas mieux au point de vue de l'efficacité du service. Ce n'est pas en nommant M. Pinchback, l'ex-lieutenant de Warmoth, agent du revenu, que M. Sherman peut espérer purifier cette branche du service. Dans la tourbe des politiciens de l'ancienne clique radicale, il n'y a pas de choix à faire, on peut prendre dans le tas, au hasard, ce sera toujours la même chose.

ATHENÉE LOUISIANAIS,

Séance annuelle.—Election des officiers.—Election de M. Espérance S. Roman.—Les contributions de MM. Alcée Fortier et Alcée Wiltz. —Prochaine livraison des comptes-rendus.

L'Athénée, en reprenant le cours régulier de ses séances mercredi soir, entrait dans la quatrième année de son existence.

Avant la lecture du procès-verbal, M. le Président invite l'Assemblée à procéder, conformément aux Réglements, à l'élection des officiers pour l'année 1879.

M. Félix Limet propose que M. le Dr Armand Mercier continue à remplir les fonctions de la présidence. Cette motion est secondée, et M. le Dr Armand Mercier est réélu par un vote unanime.

Sur motion de M. James Prévot, sont également réélus unanimement : M. le général Beauregard, premier vice-président ; M. F. Tujague, second vice-président ; MM. Sabin Martin et Onésime de Bouchel, sous-secrétaires.

M. Espérance S. Roman, dont les sympathies pour l'Athénée ne se sont manifestées d'une manière effective, dès les débuts de la Société, exprime le désir de les affirmer davantage et demande, par l'entremise de M. le Dr Turpin, à occuper une place parmi les membres actifs. La proposition faite par M. le Dr Turpin est appuyée par les Réglements et d'ailleurs par acclamation, est accueillie avec empressement. Décormais M. Espérance S. Roman fait partie de l'Athénée à titre de membre actif.

M. Alcée Fortier, le jeune lauréat qui a obtenu la médaille d'or au concours littéraire de 1878, sollicite une place parmi les membres de la classe active. Bien ne pouvait procurer une plus grande satisfaction à l'Athénée que la candidature de ce jeune louisianais, chez qui l'amour du travail est accompagné de cette modestie à laquelle se fascinent le vrai mérite. L'Athénée est également heureux de recevoir la même demande d'un autre jeune louisianais, M. Alcide Willes, qui lui apportera sa part de bonne volonté et de patriotisme éclairé.

Le secrétaire annonce que pour répondre au désir du public, le prochain numéro des comptes-rendus, contiendra les deux compositions des lauréats de ce concours, parattra plusieurs jours d'avance, au plus tard le 22 Février au lieu du 1er Mars. Un supplément de cent exemplaires sera tiré à cette occasion. Les personnes qui voudraient lire les pièces couronnées, pourront s'adresser à l'un des membres de l'Athénée ou de nos abonnés, à chacun desquels plusieurs exemplaires seront remis. Notre institution, persistant dans les sentiments désintéressés où elle puise sa principale force, se contente de procurer à l'unique de ses collaborateurs à cette partie du public qui veut bien s'intéresser aux efforts que fait l'Athénée pour être utile.

Le secrétaire perpétuel,
ALFRED MERCIER.

THÉATRE DES VARIÉTÉS. — L'amusante comédie de Bradford, *Nos Célébrités*, continue à attirer la foule tous les soirs. Tous ceux qui n'ont pas encore entendu Rebecca et Crane, voudront certainement aller rire à leur tour. La salle sera encore pleine *ce soir* et demain à la matinée.

ACADÉMIE DE MUSIQUE.—Ce soir "Jules César" avec Mlle Callenga comme Brutus, Chas. Barras comme Cassius et John A. Lane comme Antoine, trois beaux rôles qui seront certainement admirablement rendus par ces trois grands acteurs. Samedi, en matinée, Richard III, et en première, avec des effets de scène magnifiques, "Gladiateur," "Certelan," "Damon et Pythias" et enfin "Brutus ou la chûte de Tarquin."

Pour le dixième mardi gras, un bal paré et masqué sera donné dans la salle de l'Académie, le 25 février. Les invitations pour dames sont prêtes maintenant et peuvent se retirer au bureau de location du théâtre.

CONCERTS DU BLEUE TOM.—On vient par une annonce que l'aveugle Tom, dont les facultés musicales sont connues, donnera comme phénoménales, doit donner à la salle des Odd Fellows, à partir de lundi 17 février, une série de concerts avec matinées le mercredi et le samedi. Les prix d'entrée sont modiques : stalles réservés 75 cents, entrée 50 cents, enfants 25 cents.

☞ Le magasin meilleur marché pour les meubles est le Palais de l'Ameublement, rues Bienville et Bourbon, établi en 1840.

Les Shadines, toujours parfaits, n'ont pas besoin d'être cuites.

—Le nombre des cartes de visite distribuées par la poste à Pecunian du jour de l'an a été cette année, à Paris, de 4,650,000 et non 3,779,000 de plus que l'année dernière ; en 1878 ce même nombre n'en avait été élevé qu'à 5,600,000. La distribution a été commencée comme tous les ans, le 28 décembre. Mais, grâce aux mesures prises, elle a pu être terminée le 11 janvier, au lieu du 13, date jusqu'à laquelle elle s'était prolongée les autres années.

Nous remercions le colonel Jno Glynn, administrateur des comptes publics, de l'envoi du rapport semi-annuel de ce département.

QUESTIONS SANITAIRES.—Nous avons reçu du docteur Joseph Holt, inspecteur sanitaire du 4me district, une brochure contenant le rapport présenté par lui au bureau de santé pour l'année 1878. Ce rapport fait ressortir la nécessité d'améliorer les conditions sanitaires de la Nouvelle-Orléans, de fournir de l'eau en abondance aux habitants, de changer le système des fosses d'aisance, d'établir un meilleur drainage, de changer le cimetière des pauvres, etc.

Je suis chargé de ce que l'on me donne à manger. Remarque des Shadines.

OFFICIEL.

Lois de l'Etat de la Louisiane.

PUBLIÉES PAR AUTORITÉ.

SESSION RÉGULIÈRE DE 1879.

No 4.] RÉSOLUTION DES DEUX CHAMBRES.

Demandant une allocation par le Congrès dans le but d'enlever les obstructions à l'embouchure de la rivière Vermillion, et pour améliorer la navigation de la dite rivière du nom susdit, en établissant un passage à travers du chemin de fer dans la paroisse Lafayette, Lse.

Attendu qu'il y a des obstructions à l'embouchure de la rivière Vermillion, obstructions qui sont la cause de délais vexatoires ; et attendu que la navigation générale de la dite rivière est grandement empêchée par des pièces de bois de dérive et par des arbres même croissant sur les rives ; et attendu que l'enlèvement de ces obstructions, chicots, pièces et arbres faciliterait grandement le transport des produits de la dite section de pays et offrirait une communication prompte et sure avec les marchés du monde et ouvrirait à la colonisation et à l'agriculture une vaste contrée.

Section 1.—Le Sénat et la Chambre des Représentants de l'Etat de la Louisiane, réunis en assemblée générale, ont résolu que nos sénateurs et représentants au Congrès soient invités à faire tous leurs efforts pour assurer l'adoption, par le Congrès, d'un bill allouant des fonds suffisants pour draguer et enlever les obstructions dans les bayous Lafourche et Terrebonne, dans l'Etat de la Louisiane.

Le Sénat et la Chambre des Représentants de l'Etat de la Louisiane, réunis en Assemblé générale, ont résolu que nos sénateurs et représentants au Congrès soient invités à faire tous leurs efforts pour assurer l'adoption, par le Congrès, d'un bill allouant des fonds suffisants pour draguer et enlever les obstructions dans les bayous Lafourche et Terrebonne, dans l'Etat de la Louisiane.

Ils ont résolu en outre que le Gouverneur de l'Etat soit invité à adresser des copies de cette résolution à nos sénateurs et représentants au Congrès.

(Signé) JOHN C. MONCURE,
Orateur de la Chambre des Représentants
(Signé) LOUIS A. WILTZ,
Lieutenant-Gouverneur et Président du Sénat.

Approuvé le 23 janvier 1879.
(Signé) FRANCIS T. NICHOLLS,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.

Pour copie conforme :
WILL. A. STRONG,
Secrétaire d'Etat.

No 5.] RÉSOLUTION DES DEUX CHAMBRES.

Invitant nos sénateurs et nos représentants au Congrès à faire tous leurs efforts pour assurer l'adoption, par le Congrès, d'un bill allouant des fonds suffisants pour draguer et enlever les obstructions dans les bayous Lafourche et Terrebonne, dans l'Etat de la Louisiane.

Section 1.—Le Sénat et la Chambre des Représentants de l'Etat de la Louisiane, réunis en assemblée générale, décrètent que la somme de dix-neuf-mille-sept-cent-quatre-vingt-quinze piastres et 76-100 soit et est par la présente allouée, sur tous les fonds du trésor, non autrement alloués, pour remboursement Thomas H. Handy, exshérif civil de la paroisse d'Orléans, de cette somme dépensé par lui, sous l'autorité de la loi, pour les dépenses-shérifs, employés en janvier, février, mars et avril 1877, à maintenir la paix et empêcher l'insurrection et la rébellion contre le gouvernement d'Etat, et savoir :

Dans le mois de janvier 1877. . . . .
Dans le mois de février 1877. . . . .
Dans le mois de mars 1877. . . . .
Dans le mois d'avril 1877. . . . .

Sec. 2.—Décrètent en outre : Que l'Auditeur des Comptes Publics est autorisé et invité à émettre son mandat en ces mandats, dans ce but, lesquels seront payables sur les revenus de l'année 1877, non déjà autrement alloués.

Sec. 3.—Décrètent en outre : Que cette loi aura effet aussitôt après qu'elle aura été promulguée.

(Signé) JOHN C. MONCURE,
Orateur de la Chambre des Représentants
(Signé) LOUIS A. WILTZ,
Lieutenant-Gouverneur et Président du Sénat.

Approuvé le 23 janvier 1879.
(Signé) FRANCIS T. NICHOLLS,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.

Pour copie conforme :
WILL. A. STRONG,
Secrétaire d'Etat.

No 10.] LOI

Du secours pour Thomas H. Handy, ex-shérif civil de la paroisse d'Orléans, et pour pourvoir au mode de paiement.

Section 1.—Le Sénat et la Chambre des Représentants de l'Etat de la Louisiane, réunis en assemblée générale, décrètent que la somme de dix-neuf-mille-sept-cent-quatre-vingt-quinze piastres et 76-100 soit et est par la présente allouée, sur tous les fonds du trésor, non autrement alloués, pour remboursement Thomas H. Handy, ex-shérif civil de la paroisse d'Orléans, dépensé par lui, sous l'autorité de la loi, pour les dépenses-shérifs, employés en janvier, février, mars et avril 1877, à maintenir la paix et empêcher l'insurrection et la rébellion contre le gouvernement d'Etat, savoir :

Dans le mois de janvier 1877. . . . .
Dans le mois de février 1877. . . . .
Dans le mois de mars 1877. . . . .
Dans le mois d'avril 1877. . . . .

Sec. 2.—Décrètent en outre : Que l'Auditeur des Comptes Publics est autorisé et invité à émettre son mandat en ces mandats, dans ce but, lesquels seront payables sur les revenus de l'année 1877, non déjà autrement alloués.

Sec. 3.—Décrètent en outre : Que cette loi aura effet aussitôt après qu'elle aura été promulguée.

(Signé) JOHN C. MONCURE,
Orateur de la Chambre des Représentants
(Signé) LOUIS A. WILTZ,
Lieutenant-Gouverneur et Président du Sénat.

Approuvé le 29 janvier 1879.
(Signé) FRANCIS T. NICHOLLS,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.

Pour copie conforme :
WILL. A. STRONG,
Secrétaire d'Etat.

Avez-vous aussi mangé [illegible] dans ?

Regarde plus de crème [illegible] il est fait par le drug colonel de Miss Winslow pour bébés. Le docteur Gregory l'ordonne dans tous les cas de colique, même les plus violents. Il est inoffensif et la diarrhée, provenant de la dentition ou de l'estomac cesse. C'est un vieux remède dont l'usage est parfaitement établi. Il est aussi la bouteille.

LOUISIANE.

Nous lisons dans le *Pionnier de l'Assomption* :

Nous avons eu un temps superbe toute la semaine, qui a été employé avec intelligence par nos planteurs pour labourer et planter.—Les souches n'ont pas été avariées par les fortes gelées du commencement de janvier, comme on l'avait craint, et le plant s'est, à quelques exceptions près, assez bien conservé. Ailleurs, à l'œuvre encore une fois, braves cultivateurs ! et si le temps vous est propice, comme il faut l'espérer, vos efforts seront couronnés de succès.

Le Bayou est très haut et continue à monter d'une façon alarmante ; aussi sommes-nous heureux de voir que nos riverains ne négligent pas leurs levées.

Les pompiers de Napoléonville donneront samedi et dimanche, 15 et 16 courant, faire et concert au bénéfice de leur compagnie. Ils ont le droit de compter sur le concours de la population tout entière, si braves volontaires, car le produit de cette fête est exclusivement destiné à l'achat d'un local pour remiser leur pompe. Aussi sommes-nous certain que ce concours ne leur fera pas défaut, car nous connaissons les sympathies de toute la communauté à leur endroit. Du reste, à en juger par les préparatifs qui se font, cette fête méritera d'être vue ; elle se passera en splendeur toutes celles de ce genre qui ont été données jusqu'ici dans notre paroisse.

UNE NOUVELLE AGENCE.—Dans notre dernier numéro nous avons publié une annonce invitant les personnes, sans distinction de sexe, désireuses de trouver un emploi, à la fois facile et lucratif, à se présenter, sans délai, à M. E. Mercier, rue de la Commune No 113. Il s'agit de la vente, en ville et dans les campagnes, d'un ouvrage des plus intéressants, unique en son genre et écrit en anglais et en allemand : la Biographie des Archevêques et Evêques des Etats-Unis. Cet ouvrage instructif, écrit dans un style jeune et gracieux, est accompagné d'une carte où sont groupées en forme ovale les photographies des soixante-cinq prélats.

La faveur avec laquelle l'ouvrage a été accueilli à St. Louis est d'un heureux augure, croyons-nous ; et M. Nagin qui est chargé de en vente dans notre diocèse a lieu d'espérer que le succès couronnera ses efforts. Ayant habité la Nlle-Orléans pendant nombre d'années, M. Nagin n'est arrêté dans un pays qui, assurément, ne lui refusera pas leur influence et leur appui dans son entreprise. Il est d'un commerce agréable, et les personnes qui auront des relations d'affaires avec lui n'auront qu'à s'en féliciter.

M. McCORMICK AU LOTOS CLUB.—Nous lisons dans le *Courrier des Etats-Unis* :

Le Lotos Club a donné avant-hier une de ces fêtes intellectuelles dont il s'est fait une spécialité. Il s'agissait d'offrir l'hospitalité à deux voyageurs à M. Richard McCormick, commissaire général des Etats-Unis à l'Exposition universelle de Paris, qu'il est revenu récemment. Un grand nombre de personnes de distinction étaient parmi les invités, entre autres M. Léon Chotteau, délégué du commerce français en Amérique. M. McCormick a fait un petit speech dont voici un aperçu :

Messieurs, — Les contributions des Etats-Unis à la grande Exposition du Champ-de-Mars ont parlé de notre pays et de ses progrès dans les arts de la paix plus éloquemment que je ne le pourrais faire. Le grand succès de nos exposants et l'honneur qui rejaillit sur notre nation a été le résultat de l'activité et des petits moyens déployés ici et à l'étranger plus que du mérite de mon administration. Dans les instruments d'agriculture et la mécanique en général notre supériorité n'est pas douteuse, et, en même temps que notre représentation a été remarquable dans plusieurs branches nouvelles d'industrie, — particulièrement dans la papeterie, qui a obtenu une douzaine de médailles, et, ce qui vaut mieux encore, des ordres nombreux de différentes parties de l'Europe, — la place pour notre horlogerie, notre joaillerie, nos voitures et nos tapis. Les compliments qui nous ont été prodigués semblent avoir été aussi sincères que libéraux. Le vénérable maréchal-président et ses ministres ont disposé jusqu'au dernier dollar des crédits accordés pour la réception des visiteurs américains. Et il nous sera donné agréable à beaucoup de vous apprendre que le prince de Galles s'est grand cas d'un pitcher de Tiffany, et que le comte de Paris se promène au bois de Boulogne dans un buggy de Brewster. —Je vous remercie, messieurs, de la gracieuse réception que vous m'avez faite.

Cette allocution a été suivie par de gais applaudissements. M. Léon Chotteau a dit quelques mots dans lesquels il a rappelé les sympathies que s'était acquises M. McCormick à Paris, et des services qu'il avait rendus à ses compatriotes.

Divers discours, la plupart humoristiques, ont été prononcés, entre autres par le gouverneur Bullock, de la Georgie. Le président du club a lu des lettres exprimant le regret de plusieurs personnes empêchés d'assister à la fête.

LES CLASSES DE L'ARMÉE EN FRANCE. En exécution des ordres du ministre de la guerre, les maires doivent faire afficher dans chaque commune, à la porte de l'hôtel de ville, un tableau contenant toutes les indications relatives aux classes composant les diverses parties de l'armée.

Depuis le 1er janvier, ce tableau doit être ainsi libellé :

L'armée active comprend les classes 1873, 1874, 1875, 1876 et 1877 ;
L'armée territoriale, les classes 1869, 1870, 1871 et 1872 ;
L'armée territoriale, les classes 1865, 1866, 1867 et 1868 ;
La réserve de l'armée territoriale, les classes 1859, 1860, 1861, 1862, 1863 et 1864.

Ajoutons, en terminant, que cette année une classe de la réserve de l'armée active, celle de 1872, doit être appelée sous les drapeaux pour y faire la période d'exercices réglementaires.

En outre, deux classes de l'armée territoriale, celles de 1866 et 1867, doivent s'entraîner à être transportées sur le territoire de la République.

Le budget de 1877 contient les crédits nécessaires pour faire face à ces dépenses supplémentaires.

L'AFFAIRE DE LA FRANCE NOUVELLE. —MM. Maggiolo, rédacteur, et Cognet, gérant de la *France Nouvelle*, ont appelé du jugement de la 10e chambre correctionnel, qui les a condamnés à 4,000 fr. d'amende, 4,000 fr. de dommages-intérêts et à de nombreuses insertions pour diffamation envers M. Challemel-Lacour.

Le procès sera de nouveau plaidé, vendredi prochain, devant la Cour. Me Gambetta plaidera pour M. Challemel-Lacour.

La France Nouvelle sera, dit-on, défendue par Me Ernoul, l'ancien ministre de la justice, à l'époque où la République avait un royaliste pour garde des sceaux.

Voulez-vous donc laisser un chance mauvaise votre système et donner lieu à de plus sérieux ? Alors, adressez-vous à la personne qui vous a déjà rendu service, à votre médecin, à celui qui a guéri votre femme, votre enfant, votre père ou votre mère. Il vous dira que le meilleur remède pour les maux de reins, les douleurs dans les côtés, les douleurs dans le dos, les douleurs dans les hanches, les douleurs dans les jambes, les douleurs dans les pieds, les douleurs dans les articulations, les douleurs dans les muscles, les douleurs dans les nerfs, les douleurs dans les os, les douleurs dans les membres